

Document

La biographie cachée des Obama : une famille au service de la CIA (1ère partie)

(par Wayne Madsen - <http://www.voltairenet.org>)

30.08.10

Le journaliste d'investigation Wayne Madsen a compilé plusieurs archives de la CIA établissant les liens entre l'Agence et des institutions et des personnes ayant eu des relations étroites avec Barack Obama, ses parents, sa grand-mère et son beau-père. La première partie de son dossier souligne l'implication de Barack Obama senior dans les actions menées par la CIA au Kenya. Ces opérations visaient à contrer la montée du communisme sous influence sino-soviétique dans les cercles étudiants ; au-delà, elles avaient également pour objectif de faire obstruction à l'émergence de leaders africains non-alignés.

Business International Corporation, la société écran de la CIA dans laquelle exerçait le futur président des États-Unis, organisait des conférences réunissant les dirigeants les plus puissants et employait des journalistes comme agents à l'étranger. Le travail qu'y a mené Barack Obama à partir de 1983 concorde avec les missions d'espionnage au profit de la CIA qu'a remplies sa mère, Stanley Ann Dunham dans les années 1960, après le coup d'État en Indonésie, pour le compte d'autres sociétés écrans de la CIA, dont l'East-West Center de l'Université de Hawaï, l'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development, USAID) [1] et la Fondation Ford [2]. Dunham rencontra et épousa Lolo Soetoro, le beau-père d'Obama, à l'East-West Center en 1965. Soetoro fut rappelé en Indonésie en 1965 en tant qu'officier de haut rang afin d'assister le général Suharto et la CIA dans le sanglant renversement du président Sukarno [3]

Barack Obama senior rencontra Dunham en 1959 lors de cours de russe à l'Université de Hawaï. Il figurait parmi les heureux élus d'un convoi aérien entre l'Afrique de l'Est et les États-Unis pour faire entrer 280 étudiants dans diverses institutions universitaires états-uniennes. Selon un rapport de l'agence Reuters de Londres du 12 septembre 1960, cette opération bénéficiait simplement d'une « aide » de la seule Fondation Joseph P. Kennedy. Elle visait à entraîner et endoctriner de futurs agents d'influence en Afrique, un continent alors en passe de devenir le terrain de la lutte de pouvoir entre les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine pour peser sur les régimes des pays nouvellement indépendants ou sur le point de le devenir.

Lors du choix des étudiants expatriés, Masinda Muliro, le vice-président de l'Union démocratique africaine du Kenya (Kenyan African Democratic Union, KADU), avait dénoncé les préférences tribales favorisant la majorité ethnique des Kikuyus et du groupe minoritaire des Luo. Ce favoritisme privilégiait les sympathisants de l'Union nationale africaine du Kenya (Kenyan African National Union, KANU), dirigée par Tom Mboya, au passé nationaliste et syndicaliste. C'est Mboya qui choisit d'envoyer Barack Obama senior étudiant à l'Université de Hawaï. Obama senior, alors marié, père d'un enfant et en attente d'un deuxième enfant au Kenya, épousa Dunham sur l'île de Maui le 2 février 1961. Dunham était enceinte de Barack Obama depuis trois mois au moment de son union avec Obama senior. Celui-ci devint le premier étudiant africain à intégrer une université états-unienne.

Toujours selon Reuters, Muliro aurait également déclaré vouloir envoyer une délégation aux États-Unis pour enquêter sur les étudiants kenyans ayant reçu des « présents » de la part des États-Unis et pour « s'assurer que les cadeaux faits aux étudiants à l'avenir [soient] gérés par des personnes sincèrement soucieuses du développement du Kenya. »

Mboya reçut à l'époque une subvention de 100 000 dollars de la part de la Fondation Joseph P. Kennedy, dans le cadre du programme d'invitation d'étudiants africains, après avoir refusé la même offre de la part du Département d'État. À l'évidence, Mboya s'inquiétait des soupçons qu'aurait éveillés une assistance états-unienne directe chez les politiques kenyans procommunistes, déjà suspicieux de ses liens avec la CIA. Le programme fut financé par la Fondation Joseph P. Kennedy et par la Fondation des étudiants afro-américains. Obama senior ne faisait pas partie du premier groupe acheminé par avion aux États-Unis mais de l'un des suivants. Ce programme d'aide aux étudiants africains, organisé par Mboya en 1959, incluait des

étudiants originaires du Kenya, de l'Ouganda, du Tanganyika, de Zanzibar, de la Rhodésie du Sud et du Nord et au Nyassaland (l'actuel Malawi).

Reuters rapporte également que Muliro accusait le favoritisme présidant à la sélection des bénéficiaires de l'aide états-unienne « *de perturber et d'aigrir les autres étudiants africains.* » Muliro affirmait que « *l'avantage était donné aux tribus majoritaires [les Kikuyus et les Luo] et que de nombreux étudiants sélectionnés par les États-Unis avaient échoué aux examens d'admission alors que d'autres étudiants non-sélectionnés faisaient état de meilleures recommandations.* »

Obama senior était l'ami de Mboya et originaire de la tribu des Luo. Après l'assassinat de Mboya en 1969, Obama senior témoigna au procès du meurtrier présumé. Obama senior affirma avoir été la cible d'une tentative de meurtre en pleine rue après sa comparution au tribunal.

Obama senior quitta Hawaii pour Harvard en 1962 et divorça de Dunham en 1964. Il épousa une étudiante de Harvard, Ruth Niedensand, une États-unienne juive, avec qui il retourna au Kenya et eut deux enfants. Leur union se termina également par un divorce. Obama senior travailla au ministère des Finances et au ministère des Transports kenyans ainsi qu'au sein d'une compagnie pétrolière. Obama senior se tua dans un accident de voiture en 1982 ; les principaux hommes politiques kenyans assistèrent à ses funérailles, dont Robert Ouko, qui deviendra ministre des Transports et sera assassiné en 1990.

Les documents de la CIA indiquent que Mboya était un important agent d'influence pour le compte de la CIA, non seulement au Kenya mais dans toute l'Afrique. D'après un rapport hebdomadaire secret de la CIA (*CIA Current Intelligence Weekly Summary*) en date du 19 novembre 1959, Mboya était chargé de surveiller les extrémistes lors de la deuxième Conférence panafricaine de Tunis (All-Africa People's Conference, AAPC). Le document rapporte que « *de sérieuses frictions [s'étaient] développées entre le Premier ministre du Ghana, Kwame Nkrumah, et le nationaliste kenyan Tom Mboya qui [avait] activement participé en décembre [1958] à la surveillance des extrémistes lors de la première Conférence panafricaine à Accra.* » Les termes « *activement participé* » semblent indiquer que Mboya coopérait avec la CIA, dont le rapport fut établi par ses agents sur le terrain à Accra et à Tunis. C'est pendant cette période de « *collaboration* » avec la CIA à Accra et à Tunis que Mboya alloua à Obama senior une bourse d'études et lui offrit la possibilité de s'expatrier et d'entrer à l'Université de Hawaii, où il rencontra et épousa la mère de l'actuel président des États-Unis.

Dans un rapport hebdomadaire secret de la CIA plus ancien, daté du 3 avril 1958, apparaissent ces mots : « *[Mboya] reste l'un des dirigeants africains les plus prometteurs.* » La CIA, dans un autre rapport hebdomadaire secret, daté du 18 décembre 1958, qualifie le nationaliste kenyan MBoya de « *jeune porte-parole capable et dynamique* » lors de sa participation aux débats de la Conférence panafricaine ; il fut perçu comme un opposant aux « *extrémistes* » tels que Nkrumah, soutenu par « *les représentants sino-soviétiques.* »

Dans un document de la CIA déclassifié sur la Conférence panafricaine de 1961, le conservatisme de Mboya, à l'instar de celui du Tunisien Taleb Slim, est clairement défini comme le contrepoids à la politique de gauche du clan Nkrumah. Les procommunistes avaient été élus à la tête du comité organisateur de la Conférence panafricaine lors de la conférence du Caire en 1961, à laquelle assista Mboya. Dans le rapport de la CIA, le nom de plusieurs de ces dirigeants sont cités : celui du Sénégalais Abdoulaye Diallo, le Secrétaire général de la Conférence panafricaine, de l'Algérien Ahmed Bourmendjel, de l'Angolais Mario de Andrade, de Ntau Mokhele du Basutoland (ex-Lesotho), du Camerounais Kingue Abel, d'Antoine Kiwewa du Congo belge (l'actuelle RDC), du Ghanéen Kojo Botsio, du Guinéen Ismail Touré, de T. O. Dosomu Johnson du Liberia, du Malien Modibo Diallo, du Marocain Mahjoub Ben Seddik, de Djibo Bakari du Niger, de Tunji Otegbeya du Nigeria, de Kanyama Chiume du Nyassaland, du Somalien Ali Abdullahi, du Sud-Africain Tennyson Makiwane, et de Mohamed Fouad Galal des Émirats arabes unis.

Les seuls participants ayant reçu l'approbation de la CIA furent Mboya (dont tout porte à croire qu'il était un indicateur de la CIA), Joshua Nkomo, originaire de Rhodésie du Sud, B. Munanka du Tanganyika, le Tunisien Abdel Magid Shaker et l'Ougandais John Kakongé.

Nkrumah sera finalement limogé en 1966, après un coup d'État militaire organisé par la CIA, alors qu'il effectuait une visite d'État en Chine et au Nord-Viêt-Nam. Cette opération fut mise en œuvre un an après celle que l'Agence mena contre le président Sukarno, autre coup d'État militaire dans lequel la famille

maternelle d'Obama joua un rôle. Certains éléments donnent à penser que l'assassinat de Mboya en 1969 fut organisé par des agents chinois agissant pour le compte des factions gouvernementales chargées par le président kenyan, Jomo Kenyatta, de lutter contre Mboya et par là même, d'éliminer un homme politique africain pro-états-unien de premier plan. Toutes les ambassades de Nairobi avaient mis leurs drapeaux en berne en hommage à Mboya, sauf une, celle de la République populaire de Chine.

L'influence qu'exerça Mboya sur le régime de Kenyatta se prolongera longtemps après sa mort, quand Obama senior était toujours en vie. En 1975, Josiah Kariuki, un socialiste membre du parti KANU (parti dont il aida à la mise en place avec Mboya et Obama senior) était assassiné. Après ce meurtre, Kenyatta renvoya du gouvernement trois ministres insoumis qui « *étaient liés personnellement soit à Kariuki, soit à Mboya.* » Cette information fut d'abord classée secrète (niveau de classification Umbra) ; elle apparaît dans plusieurs notes de service de la CIA au Moyen-Orient, en Afrique et en Afrique du Sud. Elle fut par la suite diffusée sur le réseau COMINT le 24 juin 1975. Les renseignements figurant dans ce rapport, comme le montre son niveau de classification, proviennent d'écoutes effectuées par le ministère de l'Intérieur kenyan. Personne n'a jamais été accusé du meurtre de Kariuki.

La mise sur écoute des associés de Mboya et de Kariuki est une preuve que la NSA et la CIA maintinrent leur surveillance sur Barack Obama senior ; un individu, en sa qualité de ressortissant étranger aux États-Unis, qui était susceptible d'être soumis occasionnellement à la mise sur écoute légale, dont se chargent la NSA et le Government Communications Headquarters (GCHQ, le service de renseignement électronique du gouvernement britannique).

(À suivre...)

Wayne Madsen

Ancien contractant de la National Security Agency (NSA), devenu journaliste spécialisé sur le renseignement électronique, puis sur le renseignement en général. Il a notamment été chef de rubrique de la revue française *Intelligence Online* jusqu'à son rachat par *Le Monde*. Il publie le *Wayne Madsen Report* et intervient régulièrement sur la chaîne satellitaire *Russia Today*.

Notes.

[1] « L'USAID et les réseaux terroristes de Bush », par Edgar González Ruiz, *Réseau Voltaire*, 17 août 2004.

[2] « La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA » et « Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation », par Paul Labarique, *Réseau Voltaire*, 5 et 19 avril 2004.

[3] « 1965 : Indonésie, laboratoire de la contre-insurrection », par Paul Labarique, *Réseau Voltaire*, 25 mai 2004.